



Publiez Ce 
Que Vous Payez



Termes de Référence
**Recrutement d'un consultant en
matière de genre**

Consultant en matière de genre

Durée de l'affectation : septembre 2024 - Septembre 2025

Lieu de travail : Niger

Juin 2024

Table des matières

1. Contexte.....	2
2. Objectifs de la Mission.....	4
a) Objectif général	4
b) Objectifs Spécifiques.....	4
3. Résultats, livrables et activités attendus du.des consultant.e.s	4
a) Résultats	4
b) Livrables.....	4
c) Activités attendues.....	5
4.Compétences requises. des consultant(ante)s.....	5
5.Comment postuler	6

1. Contexte

a) Contexte général

Plusieurs organisations au Mali, Burkina Faso et Niger sont appuyé dans le programme Renforcer le Courage Civil (Strengthening Civic Courage-SCC), qui est un programme quinquennal mené par un consortium financé par le ministère néerlandais des affaires étrangères. Il est composé d'organisations qui se concentrent sur la promotion et l'avancement des droits humains, à savoir Amnesty International Pays-Bas, PAX, basée aux Pays-Bas et DefendDefenders, qui travaille dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique. L'objectif principal du SCC est d'intégrer les civils dans les processus de rétablissement et de maintien de la paix et de les aider à lutter contre les violations des droits de l'homme. Compte tenu du rôle important que jouent l'inclusion sociale et l'égalité des sexes dans tous les aspects du travail de paix et de la transformation des conflits, l'alliance de la SCC vise à garantir que son travail est, au minimum, sensible au genre et, si possible, transformateur de genre.

L'une des principales régions concernées est le Sahel, plus précisément le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Depuis 2012, le Sahel est le théâtre d'un conflit armé à grande échelle entre différents groupes et factions. De nombreuses violations des droits de l'homme sont commises presque quotidiennement par les parties au conflit, et les civils sont pris entre deux feux. Les femmes sont particulièrement touchées, tandis que les jeunes chômeurs sont une cible facile pour la radicalisation. Le programme collabore avec les acteurs de la société civile des trois pays pour traiter les questions communes de sécurité et de droits de l'homme. Le programme travaille principalement avec les défenseurs des droits de l'homme (femmes), les groupes travaillant sur l'espace civique, la bonne gouvernance, l'accès à la justice, ceux qui surveillent et documentent les violations et abus des droits de l'homme, ainsi que les populations civiles et les communautés. Le programme implique également un plaidoyer basé sur des preuves aux niveaux national, régional et international pour un partage d'informations commun et des réunions stratégiques, qui informent les initiatives de lobbying et de plaidoyer ciblant les organes décisionnels régionaux et l'UE.

2) Contexte spécifique du Niger

Depuis plus d'une décennie, la situation du Niger ne cesse de se dégrader, ce qui se traduit par une vulnérabilité sans précédents des populations déjà fragilisées par les chocs récurrents induit par les changements climatiques qui engendre une baisse de la production vivrière et fourragère occasionnant des fréquentes crises alimentaires et une malnutrition chronique et aigue dont les enfants de moins de 5 ans et les femmes constituent les victimes principales.

A cela s'ajoute, la persistance de la crise sécuritaire dans la zone faisant frontière avec le Burkina Faso et le Mali où sévissent de nombreux groupes armés non étatiques (GANE) dont des milices, des groupes d'autodéfense et des groupes extrémistes violents. Dans cette zone, les attaques se multiplient non seulement contre les populations civiles, mais aussi contre les représentants et les symboles de l'État avec des pertes considérables en vies humaines. Dire que, du fait de cette insécurité grandissante, le système de production, la chaîne d'approvisionnement et l'accès aux services sociaux de base sont impactés négativement avec des déplacements massifs de populations.

Il faut noter que depuis 2015, le Gouvernement, en réponse à ces actions terroristes avait proclamé l'Etat d'urgence conformément à la constitution du 25 novembre et la loi N°98-24- du 11 août 1998 portant l'Etat d'urgence sécuritaire. Ces mesures ont non seulement contribué à réduire la capacité de nuisance des groupes terroristes armés, mais elles ont aussi impacté négativement la situation des droits de l'homme dans les zones concernant ces mesures. L'on a enregistré des multiples abus d'autorités, de fausses dénonciations et de violations de tous genres. Dans ces zones, des citoyens sont souvent assimilés à des terroristes ou à des collaborateurs locaux des terroristes.

Aussi, suite à l'avènement au pouvoir, le 26 juillet 2023 du CNSP (Conseil National de la Sauvegarde de la Patrie), des nouvelles orientations mettant l'accent sur la nécessité de la gestion de l'insécurité sont définies. Ainsi, les actions militaires sont intensifiées dans la zone des trois frontières entravant d'avantage certaines libertés fondamentales des citoyens créant ainsi un climat de défiance réciproque entre les forces de sécurité intérieure et les citoyens au niveau de ces localités. Certains perçoivent les forces de sécurité intérieure (FSI) comme des facteurs de limitation de la circulation libre et de domination et, d'autres prônent l'inutilité de leur présence du fait de la persistance de l'insécurité grandissante et l'augmentation de la précarité des populations. Du coup, l'on assiste à l'absence de collaboration et de confiance entre les populations et les forces sécuritaires locales dans la gestion de la situation sécuritaire. Or, nous savons consciemment que la non-participation inclusive des acteurs locaux à la gestion de la gouvernance sécuritaire serait très lourde de conséquence pour la paix et la stabilité. L'implication des toutes les sensibilités de la communauté permettrait d'asseoir les bases d'une paix durable pour le bonheur de tous.

2. Objectifs de la Mission

a) Objectif général

Les organisations ROTAB (le Réseau des Organisation pour la Transparence et l'Analyse Budgétaire) et RNDDH (Réseau Nigérien des Défenseurs des Droits Humains) recherchent un consultant/une équipe de consultants expérimentés en matière de genre, ayant une expérience dans les domaines des conflits et de la consolidation de la paix et de droits humains, qui puisse fournir une assistance technique.

b) Objectifs Spécifiques

1. Développer et implémenter des politiques et procédures en genre dans l'organisation et
2. Renforcer les compétences du staff des différents niveaux de l'organisation (management, coordination et exécution sur le terrain) sur le genre et l'intégration dans le programme et l'organisation.

3. Résultats, livrables et activités attendus du. des consultant.e.s

a) Résultats

1. Les capacités du staff et les organisations membres de ROTAB et RNDDH qui sont au nombre de cinquante (50) au niveau de management, de coordination et d'exécution en matière de programmation et mise en œuvre des activités sensible au genre pour que les organisations deviennent plus efficaces en incluant le concept genre dans la conception et la mise en œuvre de leurs programmes et leurs budgets ;
2. Les inégalités dans les systèmes de répartition des tâches et de prise décision au sein de ROTAB et RNDDH sont brisées.

b) Livrables

1. Un document opérationnel en matière de politique genre focalisé sur (1) la programmation et exécution sensible au genre et (2) l'égalité des sexes sur le lieu de travail, spécifiquement dans la répartition des tâches et la prise de décision pour chacune des deux structures.
2. Rapport de mission (incl. rapportage sur les différents ateliers, listes de présence etc.)

c) Activités attendues

Le.s consultant.s sont demandé.s de faire les activités suivantes (à peaufiner lors de la phase de cadrage de la mission) :

1. Faire une étude préliminaire de ce qui existe et de comprendre les organisations et leurs activités et fonctionnement
2. Elaborer un document draft par organisation sur les stratégies claires sur la manière dont les organisations pourraient intégrer une perspective de genre dans la programmation des activités ainsi que dans leur organisation.
3. Organiser un atelier de cadrage avec 50 personnes afin d'examiner les documents élaborés
4. Organiser deux ateliers de validation des documents élaborés qui regroupera les 50 membres du ROTAB et de RNDDH.
5. Organiser deux ateliers de vulgarisation aux membres des organisations et à leurs partenaires stratégiques qui sont nos détenteurs des droits, afin de renforcer leurs capacités en matière de genre et de comprendre comment opérationnaliser les stratégies proposées.
6. Finaliser les documents avec les inputs de l'atelier.

4. Compétences requises. des consultant(ante)s

Le consultant ou l'équipe doit avoir les compétences suivantes :

1. Solide expérience dans le domaine du genre et des conflits, de la consolidation de la paix et de la sécurité, et/ou droits humains.
2. Solide connaissance des programmes et des approches sexospécifiques et transformatrices.
1. Solide expérience de travail avec des organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest, en particulier dans la région du Sahel.
2. Expérience de l'élaboration de politiques genre
3. Expérience de l'organisation des ateliers et de la fourniture de conseils pratiques et réalisables sur les approches sensibles au genre.
4. Adeptes de la distillation de concepts et de sujets complexes dans un langage simple et pratique.
5. Excellentes aptitudes à la rédaction et à la communication orale en français.
6. Preuve de travail systématique avec une attitude positive et constructive et avec une ouverture d'esprit pour gérer la complexité et les demandes multiples.
7. Il est fortement recommandé d'être basé dans la région du Sahel.

5.Comment postuler

Le.s consultant.s intéressé.s est. sont invité.s à soumettre une proposition technique et financière indiquant votre compréhension des TdR, l'approche proposé, votre expérience, un calendrier global, un budget détaillé et un CV (par membre d'équipe) avant : **25 octobre 2024 à 17h00 GMT. Envoyez votre dossier par mail** aux adresses électroniques suivantes : boubacarilliassou@yahoo.fr; pcqvpniger@yahoo.fr, kanniabdoulaye@yahoo.fr et j.dekwaadsteniet@amnesty.nl en indiquant comme objet du courriel: "**Consultant en genre**". Toute candidature incomplète ou reçue après la date de clôture ne sera pas prise en considération.